

jour qu'il propose encore de flétrir comme une trahison, la défense de la réciprocité absolue, et qu'il n'avait pas la moindre idée d'accepter un traité de réciprocité absolue. Qu'il me permette de lui dire que s'il exige autre chose qu'une réciprocité absolue, à mon avis, il subira inévitablement un échec, et si les opinions exprimées par le ministre des finances représentent celles d'après lesquelles le gouvernement se propose de procéder, je le regretterai dans l'intérêt de notre pays. Si le gouvernement refuse de modifier en aucune manière les dispositions dans lesquelles il se trouve, d'après le ministre des finances, je le regretterai.

Je reconnais à l'honorable ministre le mérite des efforts qu'il a faits pour nous procurer quelque chose, en remplacement de ce grand bienfait que le parti libéral du Canada cherche à obtenir pour notre pays. J'ignore jusqu'à quel point l'honorable ministre a pu supposer que ce qu'il a cherché à obtenir, remplacerait le commerce américain, mais l'automne dernier, il a été aux Antilles, et le résultat de sa mission ne peut guère être considéré comme très brillant. Nous constatons que le désir d'avoir la réciprocité avec les Etats-Unis est si vif, que la Guyane et d'autres dépendances de la Couronne ne veulent point accepter nos offres de réciprocité, vu qu'elles désirent avoir accès au marché américain, conformément aux dispositions du tarif McKinley. Je suppose que ce commerce des Antilles doit être considéré comme important, beaucoup plus important qu'il ne m'a paru par les données statistiques que j'ai pu me procurer. Je suis, en effet, très surpris de la faible somme de notre commerce avec ces pays.

Le ministre des finances sait peut-être—bien qu'il eût dû le savoir avant de se rendre aux Antilles—qu'en général le maître ou le noir des Antilles est un être dont les besoins sont très limités et facilement satisfaits. J'ai appris qu'à peu près tout ce qu'il lui faut pour se vêtir c'est cinq verges de coton par année, et qu'un quart d'acre de bananiers, qui n'a besoin d'être renouvelé que tous les cinq ans, suffit pour faire vivre une famille, pendant que dans l'intervalle, il peut se balancer dans son hamac. Ces gens-là n'ont pas besoin de nos chevaux, ni de nos bestiaux, ni de nos moutons, ni de notre orge, ni de notre laine, ni de nos peaux, ni de nos œufs; et quand même ils en auraient besoin, ils n'ont pas d'argent pour les acheter.

M. FOSTER: Ils mangent du coton dans ce pays-là.

M. CHARLTON: Ils n'en ont pas beaucoup à manger après qu'ils en ont pris cinq verges pour se vêtir, si le rendement en est aussi faible qu'on le représente. J'ai pris la peine de consulter les documents officiels pour voir quelle était la somme de notre commerce avec ces pays, et jusqu'à quel point ce commerce pouvait être développé, et j'ai constaté que l'an dernier, nous avions exporté aux Antilles, y compris les îles anglaises, danoises, françaises et espagnoles, et Haïti, des produits agricoles pour une valeur de \$229,882, et dans l'Amérique du sud, pour une valeur de \$27,452. Nos exportations de produits agricoles dans tous les autres pays, sauf aux Etats-Unis, dans la Grande-Bretagne et à Terre-Neuve, se sont élevées à \$236,919. Nos exportations de produits agricoles dans tout le monde, abstraction faite des pays que j'ai mentionnés, ont été de \$494,193, tandis que nous avons exporté, aux Etats-Unis seuls, pour une valeur de

M. CHARLTON.

\$7,519,000 de ces produits, soit quinze fois plus que nous n'avons exporté dans tout l'univers, à l'exception de la Grande-Bretagne et de Terre-Neuve. Je constate que nos exportations d'animaux et de leurs produits dans toutes les Antilles ont été de \$23,382, dans l'Amérique du sud, de \$843, et dans tous les autres pays, moins les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et Terre-Neuve, de \$260,920.

Ceci forme une valeur totale de \$285,145 d'animaux et de leurs produits que nous avons exportés dans le monde entier, à l'exception des pays que j'ai mentionnés, pendant que nous avons exporté aux Etats-Unis pour une valeur de \$5,966,000 d'animaux et de leurs produits, soit vingt fois autant que ce que nous en avons exporté dans tout l'univers, la Grande-Bretagne et Terre-Neuve exceptés. Nous avons même exporté aux Etats-Unis des articles fabriqués pour une valeur de \$2,667,282, soit près de 47 pour cent de tous les articles fabriqués que nous avons exportés dans l'univers entier. Nos exportations aux Etats-Unis d'articles fabriqués ont dépassé de \$686,000 le montant de celles que nous avons faites dans le reste du monde, la Grande-Bretagne exceptée. Comment allez-vous remplacer ce commerce? C'est impossible. En dépit même des restrictions actuelles, au moyen desquelles les gouvernements des deux pays cherchent à détruire complètement le commerce entre le Canada et les Etats-Unis, ce dernier pays nous fournit un marché dont nous ne pouvons pas nous passer. On parle beaucoup de tarif différentiel contre l'Angleterre, mais ce qui me préoccupe, c'est le danger d'un tarif différentiel contre nous-mêmes. Nous avons évité soigneusement de nous soumettre à l'imposition de taxes dans ce pays au profit de l'Angleterre. Nous ne payons que le traitement du gouverneur général, et nous ne permettrions pas à l'Angleterre de nous imposer des tributs sous aucune forme, soit sous forme de droits de timbre, des droits de douane ou impôts sur le revenu. Nous ne paierons pas un sou de cette façon. Nous nous révolterions avant de consentir de donner à l'Angleterre ce pouvoir de nous taxer en aucune façon, et cependant, nous parlons de tarif différentiel contre l'Angleterre. Nous parlons de nous priver de marchés avantageux, d'adopter une politique qui nous nuit, qui nuit à notre développement et à notre prospérité. Nous parlons de faire cela parce que ça nuira à d'autres. Nous sommes chargés de prendre soin des intérêts canadiens; il est de notre devoir de favoriser la prospérité du Canada, et l'Angleterre est capable de veiller elle-même à ses intérêts. Nous devons travailler pour nous-mêmes, et si nous pouvons obtenir de grands avantages au moyen de traités de commerce avec les Etats-Unis, il est de notre devoir et c'est notre droit de le faire.

Nous avons un Jérémie politique dans la personne de mon honorable ami, le premier ministre, qui nous fait des prédictions lugubres touchant des révolutions dont les Etats-Unis seraient le théâtre, et nous avons un pharisien politique, dans la personne de mon honorable ami, le ministre des finances. Il y a bien des années, vivait un homme qui remerciait Dieu de ce qu'il n'était pas comme le reste des hommes; et l'honorable ministre des finances s'est hautement félicité, l'autre jour, de n'être pas aussi méchant que les grits. Il a dit qu'il conseillait aux membres de l'opposition d'avoir quelque foi dans le Canada, dans les choses du